

VILLE DE VITRY-LE-FRANÇOIS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 02 OCTOBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le **02 octobre à 18 heures 00**, les membres du Conseil Municipal se sont réunis dans le Salon François 1^{er} de l'Hôtel de Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Maire, suite à la convocation faite le 26 septembre 2025, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte de l'Hôtel de Ville, le même jour.

Etaient présents : MM. BOUQUET, MOUTON, Mme RÉOLON, M. BURCKEL, Mmes COLLIN, VÉGA, M. GONTHIER, Mme JACQUEMOT, MM. GREENHALGH, FONTAINE, Mmes SERRE, PARIS, M. TESTA, Mmes BAUMEL, GOUILLY, COLSON MM. ROCH, BEAUJOIN, MAUPOIX, TRIOLET, Mme MUNSTER (jusqu'à 20h30), MM. ELGHALLOUSSI, MIRGODIN.

Absents excusés : M. TINDILLIÈRE, Mmes LEPAGE, FAVIER, M. CARDOSO, Mme BERTIN, M. HMISSI, Mmes CHEMINI, GOLLÈS, M. ERRE.

Absent : M. DUCHÊNE.

9 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Maire :

- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir à M. MOUTON ;
- ✓ Mme LEPAGE donne pouvoir à M. BURCKEL ;
- ✓ Mme FAVIER donne pouvoir à Mme VÉGA ;
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. GONTHIER ;
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme JACQUEMOT ;
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. FONTAINE ;
- ✓ Mme CHEMINI donne pouvoir à M. GREENHALGH ;
- ✓ Mme MUNSTER donne pouvoir à M. MIRGODIN (à partir de 20h30) ;
- ✓ Mme GOLLÈS donne pouvoir à M. TRIOLET.

Secrétaire de séance : Madame Anna RÉOLON.

- N°65 -

PERSONNEL MUNICIPAL RECRUTEMENT D'UN APPRENTI

Rapporteur : Monsieur Thierry MOUTON

Depuis plusieurs années, les services municipaux ont mis en place des formations en alternance sous statut scolaire pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes. L'apprentissage est une méthode de formation solide, alliant théorie et pratique, qui facilite l'accès au marché du travail. Ce dispositif permet aux jeunes de 16 à 29 ans révolus d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité tout en les appliquant directement au sein de l'administration. Cette formation en alternance est sanctionnée par un diplôme ou un titre.

À la suite de la fin d'un contrat d'apprentissage, il est proposé de recruter un nouvel apprenti dans le domaine de l'électricité.

Concernant la prise en charge des frais de formation des apprentis, les modalités suivantes s'appliquent depuis la rentrée 2023 :

- L'enveloppe budgétaire disponible du CNFPT est allouée aux collectivités ayant fourni leurs intentions de recrutement lors du recensement de début d'année.
- Un accord préalable de financement est accordé à toutes les collectivités souhaitant recruter un seul apprenti.
- Une règle de financement d'un contrat sur deux est appliquée pour les collectivités indiquant qu'elles souhaitent recruter au moins deux apprentis.

La rémunération de l'apprenti dépend de son âge, de son ancienneté dans le contrat et du niveau de diplôme préparé, variant de 27 à 100 % du S.M.I.C. En contrepartie des recrutements, l'État exonère l'employeur d'une grande partie des charges sociales.

Il est également important de rappeler que chaque jeune recruté en contrat d'apprentissage doit être accompagné, suivi et formé par un maître d'apprentissage désigné par l'employeur et agréé par le Préfet du Département. Ce dispositif bénéficie tant aux jeunes accueillis qu'aux services qui les accueillent.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le code du travail,

Vu l'ordonnance n° 2020-387 du 1^{er} avril 2020 portant mesures d'urgence en matière de formation professionnelle,

Vu la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels,

Vu la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel

Vu le décret n° 2017-199 du 16 février 2017, relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public non industriel et commercial,

Vu le décret n° 2018-1347 du 28 décembre 2018 relatif à la rémunération des apprentis,

Vu le décret n° 2020-786 du 26 juin 2020 relatif aux modalités de mise en œuvre de la contribution du Centre National de la Fonction Publique territoriale au financement des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant,

Vu le décret n° 2022-280 du 28 février 2022 déterminant les conditions de mise en œuvre de la contribution de Centre National de la Fonction Publique Territoriale au financement des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant,

Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 10 septembre 2025,

Vu l'avis favorable du bureau municipal,

Je vous propose, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

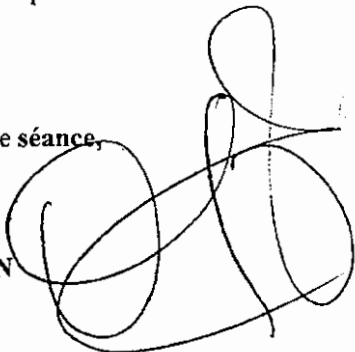
1°/ autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à recruter, pour l'année scolaire 2025-2026, un nouvel apprenti dans le domaine de l'électricité pour la durée de sa formation permettant au jeune de préparer son diplôme, et à signer tout acte en rapport avec la mise en œuvre de cette décision ;

2°/ dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2025 et aux budgets suivants.

La délibération est adoptée
à l'unanimité des membres
du Conseil Municipal.

La secrétaire de séance,

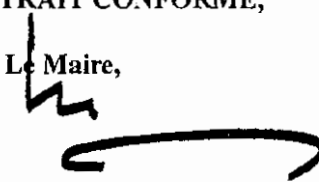
Anna RÉOLON



POUR EXTRAIT CONFORME,

Le Maire,

Jean-Pierre BOUQUET



Certifié exécutoire par le Maire compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le 10 OCT. 2025
et de la publication le 10 OCT. 2025
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.